

« La délinquance s'adapte à la vidéosurveillance »

Elle surfe encore sur la vague. La vidéosurveillance sera l'un des débats des municipales. Dominique Pécaud, sociologue, travaille depuis cinq ans sur la question (1).



Dominique Pécaud, sociologue, maître de conférences à l'université de Nantes.

Le préfet a plaidé jeudi pour davantage de vidéosurveillance. Pour réduire les cambriolages et les incendies de voitures. Vous avez consacré une étude en 2002 sur ce sujet: quelle est votre réaction ?

C'est un discours déjà entendu. Depuis cinq ans, on a vu fleurir les caméras de vidéosurveillance. Et aujourd'hui, la question dépasse les clivages politiques. Les maires disent : « Tout est bon pour assurer la sécurité. Il n'y a aucune raison de se priver de cet outil. Faut essayer. »

Les maires affichent aussi des résultats. À Ploërmel, le maire affirme : avant il y avait quatre tags sur les murs du lycée; aujourd'hui, deux. Pour moi, ça ne signifie rien.

Les élus mettent aussi en avant la pression sociale. Des citoyens exigent qu'on intervienne sur la sécurité. Et ces citoyens sont rassurés parce que les moyens sont mis, quitte à ne pas savoir où sont les caméras. Ça crée même de la fausse sécurité. Des leurre (fausses caméras) sont installés, sans compter



Depuis cinq ans, on a vu fleurir les caméras. Dans l'agglomération nantaise, Saint-Herblain s'est dotée d'une vidéosurveillance des points les plus sensibles de la ville.

toutes les caméras qui sont en panne et pas réparées.

Mesure-t-on l'impact de la vidéosurveillance ?

On ne peut pas nier un impact. Pour les enquêtes, ça aide à retrouver les gens. On montre Londres en exemple. Là, c'est génial! Les caméras ont aidé les enquêteurs à interpeller les auteurs des attentats. Mais cela pose une autre question: pourquoi une municipalité financerait-elle la police nationale ? Pour autant, je continue à affirmer que la vidéosurveillance n'a pas d'effet sur la prévention. Elle dissuade seulement les voleurs de pommes. Sinon, c'est l'effet plumeau, ça déplace la délinquance. A Levallois-Perret, le maire Patrick Balkany se vantait de l'avoir fait bais-

ser. En réalité, elle s'est déplacée à Malakoff, dans une autre commune. Du coup, on renforce l'inégalité. On met des caméras là où il y a de l'argent.

Deuxièmement, la délinquance s'adapte à la vidéosurveillance. Elle se transforme, même. Elle est plus violente, plus agressive. Il faut aller plus vite. Ce point-là a été démontré par les Anglais.

Comment expliquez-vous une telle volonté politique pour un système aussi peu évalué ?

On continue parce qu'on est dans un monde où on réfléchit à la sécurité situationnelle. Des personnes pensent que d'ajouter de l'éclairage et d'élargir les routes, ça améliore la sécurité. Mais la sécurité par la prévention, on s'assoit dessus. Le lien

social, la solidarité, les raisons d'être ensemble, c'est trop complexe. Vaut mieux reformater les choses par l'extérieur, normaliser les individus. Les radars, ça marche. Je suis toujours étonné de voir les bolides qui ralentissent et qui accélèrent ensuite. Donc on nous dit, il faut mettre plus de radars. Je trouve cela effrayant.

Propos recueillis par
Marylise COURAUD.

(1) C'était un rapport pour l'Institut national des hautes études de sécurité. Il portait sur les processus de décision et l'impact de la vidéosurveillance dans sept villes de plus de 50 000 habitants. Une autre étude a été réalisée par Eric Helmann, chercheur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg.